

positions énoncées par le président comporte que les peuples de l'Autriche-Hongrie "auront l'avantage du champ le plus libre de développement autonome" mais depuis que cette phrase a été écrite le gouvernement des Etats-Unis a reconnu le status des Czéco-Slovaques comme belligérants ainsi que la justice des aspirations des Jougo-Slaves. Le président n'est alors plus libre d'accepter la simple autonomie de ces peuples comme base de paix et c'est à eux et non à lui qu'appartient le droit de juger de ce qui satisfera ces aspirations et la conception de leurs droits et de leur destinée.

Pour l'instant, l'Autriche-Hongrie est mise de côté. Ne désespérons pas cependant. Avant qu'elle ne se déclare prête à accepter les conditions des chefs militaires de l'Entente, il y aura bien place pour quelques autres notes, ne fut-ce que pour embarrasser une situation qui pourrait se régler par deux mots bien simples : "Rendez-vous".

De la quadruple alliance, il ne reste donc plus que l'Allemagne, battue mais non terrassée, et qui essaie maintenant par la discussion d'arracher à ses vainqueurs ce qu'elle n'a pu gagner par ses armes.

Sa réplique est venue le 22. Elle est évasive sur certains côtés et soulève de nouveaux points qu'elle amène dans la discussion avec l'espoir que Mr. Wilson se laissera prendre à un verbiage dont l'obscurité voulue le dispute à l'effronterie coutumière.

Ce qu'il y a d'un peu étrange dans toute cette correspondance c'est que l'Allemagne parait, en s'adressant à Mr. Wilson vouloir s'assurer l'intervention amicale d'un quasi-neutre et mettre de côté les volontés des puissances de l'Entente plus éprouvées et plus directement intéressées. De son côté le président exprime son opinion personnelle et ne semble pas encore avoir consulté sur les questions brûlantes qu'il a accepté de débattre les pays qui ont le plus souffert de l'état de choses actuel.

Laissons la parole à M. Solf. Il espère que les Etats-Unis n'approuveront aucune demande qui ne sera pas conciliable avec l'honneur du peuple allemand et qui fermerait la porte à toute conférence de paix; il proteste contre les accusations de cruautés illégales portées contre ses troupes de terre et de mer et suggère une commission neutre pour s'enquérir de la vérité des faits. D'ailleurs Berlin a donné ordre aux sous-marins allemands de ne plus couler de navires à passagers.

La note accepte la condition de Mr. Wilson pour l'armistice : l'évacuation des territoires aura lieu à des conditions laissées à la décision des conseillers militaires, mais la puissance militaire des armées en présence sera prise pour base des arrangements qui interviendront.

Enfin en plusieurs paragraphes le ministre allemand essaie de faire croire au monde que les changements apportés à la constitution allemande sont tels que l'autocratie qui a déterminé et conduit la guerre

n'a plus sa voix prépondérante et que l'offre de paix et d'un armistice vient d'un gouvernement complètement libre de toute influence arbitraire et irresponsable et est appuyée par l'approbation d'une écrasante majorité du peuple allemand.

Chez les alliés de l'Entente excepté peut-être en Angleterre, l'appréciation de ce nouveau poulet boche est absolument la même. A Londres la presse est unanime à dire "Timeo Danaos". Parmi les hommes politiques, il n'y a que trois voix, un peu couvertes, il est vrai, pour demander considération des billevées allemandes. Ce sont celles de lord Haldane, de lord Landsdowne et de Lord Milner. Le premier a toujours été un germanophile, ami personnel du Kaiser. Il eut son heure d'ennui en 1914 quand la presse anglaise protesta contre son attitude et lui imposa une retraite qu'il accepta de bon gré.

Lansdowne et Milner sont des semi-pacifistes qui prêchent actuellement dans le désert et professent sur les négociations en cours, une générosité vis-vis du boche, que sa conduite passée et future est loin de justifier dans l'opinion britannique en général.

Mais c'est surtout en France que l'opposition à toute concession est la plus forte et la plus déterminée. Cela se comprend facilement. C'est le peuple français qui depuis quatre ans passés supporte le fardeau le plus lourd; ce sont les départements français que l'envahisseur a terrorisés et ruinés sans trêve ni merci. Ce sont les fils de France qui ont tenu la campagne et versé leur sang pour la défense de l'humanité menacée. C'est chez elle que le barbare a laissé les traces sanglantes de son passage et ce sont ses villes ruinées, ses campagnes saccagées, ses monuments abattus, ses fils et ses filles trainés en esclavage et sacrifiés à la brutalité des soudards boches qui gardent toujours vivant le désir de la rétribution juste et salubre pour l'avenir.

Aussi a-t-on suivi avec un intérêt presque douloureux la suite des conversations qui ont eu lieu entre l'Allemand et le président des Etats-Unis. Si la France eut été seule en question nuo doute que la réponse aux ouvertures de la Bulgarie aurait servi pour celles de la Bochie.

En général cependant, on éprouve une certaine satisfaction à la lecture de la réponse Wilson expédiée le 23.

Le président passe la main aux alliés de l'Entente en ce qui concerne la proposition d'armistice.

Un des paragraphes est particulièrement important: Le président croit de son devoir de répéter que le seul armistice qu'il se croira justifiable de proposer à leur considération (des alliés) sera tel que les Etats-Unis et les puissances associées avec eux soient en position d'assurer l'exécution de tout arrangement qu'ils peuvent conclure et de rendre impossible la reprise des hostilités par l'Allemagne.

En conséquence le président a transmis sa correspondance avec les autorités allemandes aux gouver-